



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2022-2023

JM/LW

P.V. ENEJER 25

**Commission de l'Education nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse,  
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Procès-verbal de la réunion du 15 mai 2023**

**La réunion a eu lieu par visioconférence.**

**Ordre du jour :**

- 1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 21 avril 2023 ainsi que des réunions jointes des 23, 27 et 28 mars 2023 ainsi que du 18 avril 2023**
- 2. 7792 Projet de loi portant création de l'Administration de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :  
1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;  
2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire  
- Rapporteur : Monsieur Claude Lamberty  
  
- Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux**
- 3. Divers**

\*

**Présents :** Mme Diane Adehm, M. Gilles Baum, Mme Djuna Bernard, Mme Tess Burton, Mme Myriam Cecchetti, Mme Francine Closener, M. Mars Di Bartolomeo remplaçant Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Paul Galles, Mme Martine Hansen, Mme Carole Hartmann, M. Max Hengel, M. Fred Keup, M. Claude Lamberty, Mme Josée Lorsché, Mme Octavie Modert remplaçant M. Georges Mischo

M. Christian Ginter, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Mme Monique Ludovicy, responsable de service de Restopolis

Mme Lynn Strasser, du groupe parlementaire DP

Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Georges Mischo

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

\*

Présidence : M. Gilles Baum, Président de la Commission

\*

**1. Adoption des projets de procès-verbal des réunions du 21 avril 2023 ainsi que des réunions jointes des 23, 27 et 28 mars 2023 ainsi que du 18 avril 2023**

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont adoptés.

**2. 7792 Projet de loi portant création de l'Administration de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :  
1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;  
2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire**

Le représentant ministériel présente les amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 (doc. parl. 7792<sup>8</sup>), qui tiennent compte de l'avis du Conseil d'Etat émis le 31 mai 2022 ainsi que des échanges de vues avec les chambres professionnelles et les représentants de la société civile.

Intitulé

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat signale que, du point de vue de la légistique formelle, il n'est pas de mise de faire figurer les missions de l'administration à créer à l'intitulé.

A l'instar d'autres textes portant création d'administrations de l'Etat, il y a lieu de viser la « création de l'Administration de restauration collective ».

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point final, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Au vu des développements qui précèdent, il y a lieu de reformuler l'intitulé comme suit :

« Projet de loi portant création de l'Administration de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :  
1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;  
2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire ».

Les amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 tiennent compte de cette proposition de texte.

Chapitre 1<sup>er</sup> – Champ d'application et définitions

Article 1<sup>er</sup>

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat recommande d'écrire, du point de vue de la légistique formelle, « [...] ci-après « le ministre », [...] », étant donné que l'article « le » ne doit pas faire partie de la forme abrégée qu'il s'agit d'introduire et que les termes « désigné » et « par » sont superflus.

Dans un souci de cohérence par rapport à l'intitulé dans sa teneur proposée par le Conseil d'Etat, il y a lieu d'écrire « l'Administration de restauration collective » et non pas « une administration de restauration collective ».

Les amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 tiennent compte de ces recommandations. Il est par ailleurs proposé d'insérer, par voie d'amendement gouvernemental, les termes « assurant le service public » entre ceux de « l'Administration » et ceux de « de restauration collective », ceci afin de préciser plus en détail le champ d'application de Restopolis.

## Article 2

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique a pour objet de définir huit termes qui sont repris au dispositif du texte sous rubrique, tout en ne définissant pas certains autres qui reviennent régulièrement dans le texte, tel que le terme « convive », qui est parfois utilisé, tout comme le terme « client ». Si ces deux termes désignent la même personne, le Conseil d'Etat recommande de n'utiliser qu'un seul de ces termes pour des raisons de cohérence interne du texte. Par ailleurs, comme le terme « utilisateur » est mieux approprié en ce qu'il s'agit d'un terme générique couvrant toutes les situations, le Conseil d'Etat suggère d'employer celui-ci.

En ce qui concerne la notion de « code des exploitations » reprise au point 2°, le Conseil d'Etat donne à considérer qu'il ignore ce qu'il faut entendre par le terme « exploitations ». Partant, le Conseil d'Etat recommande de reformuler ladite notion.

En ce qui concerne le point 4° initial, lettre b), les auteurs du projet de loi excluent de la définition de la notion d'établissement l'Ecole d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg et le Lycée Ermesinde. D'après le commentaire des auteurs, ces deux établissements sont exclus étant donné que la restauration constitue l'objet d'apprentissage de l'un et fait partie du concept pédagogique de l'autre. Le Conseil d'Etat constate que ni le commentaire des articles ni le projet de loi sous rubrique ne prévoient que d'autres établissements pourront en faire de même.

En ce qui concerne le point 4°, lettres k) et l), le Conseil d'Etat tient à relever que le libellé desdits points est malaisé en ce que ni l'enseignement universitaire et la recherche ni l'enseignement musical ne constituent un établissement.

S'ajoute à cela que certaines des huit définitions ne sont pas en phase avec les notions qui sont ultérieurement employées par le texte sous rubrique :

- En ce qui concerne la notion de « complexe cuisine », les auteurs emploient aux articles 13 et 14 initiaux la notion de « complexe[s] de cuisine ». Or, dans un souci de cohérence interne du texte, il convient d'employer une seule et même notion dans l'ensemble du texte.
- Quant à la notion d'« infrastructures de restauration », celle-ci n'est pas employée par le texte sous rubrique. Il convient de noter que le terme « infrastructures » est utilisé une seule fois par le texte sous rubrique, et cela à l'article 4 initial, point 9°. A cet endroit, le point 9° emploie cependant la notion d'« infrastructures des sites de restauration ». Ainsi, si l'intention des auteurs est de viser la même notion, il convient,

dans un souci de cohérence interne du texte, d'adapter soit la notion reprise à l'article sous rubrique, soit celle employée à l'article 4 initial, point 9°.

Par ailleurs, dans la mesure où les notions d'« exploitation en régie directe » et d'« exploitation en régie privée » visent les modes d'« exploitation » des sites de restauration, il semble utile de reformuler les définitions de ces notions comme suit : « l'exploitation des sites de restauration par du personnel [...] ».

Du point de vue de la légistique formelle, il convient d'entourer les termes à définir de guillemets et de terminer chaque élément d'une énumération par un point-virgule, sauf le dernier qui se termine par un point.

Par voie d'amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de modifier l'article sous rubrique comme suit :

« **Art. 2.** Au sens de la présente loi, on entend par :

1° « administration de l'Education nationale » : administration placée sous l'autorité du ministre ;

~~2° **code des exploitations : document évolutif élaboré par Restopolis fixant pour tous les sites de restauration les procédures et les modes de fonctionnement des sites de restauration ;**~~

~~3°~~ 2° « complexe cuisine » : la cuisine de production et les cuisines de réchauffement ainsi que leurs annexes dans un ensemble fonctionnel de différents locaux conçus pour transformer des matières premières brutes en plats cuisinés à l'aide d'un équipement spécifique et avec du personnel spécialisé ;

4° 3° « établissement » :

a) les écoles publiques de l'enseignement fondamental ;

b) les lycées publics offrant l'enseignement secondaire et la formation professionnelle initiale, ~~exception faite de l'Ecole d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg et du Lycée Ermesinde~~ ;

c) le Centre National de Formation Professionnelle Continue ;

d) les Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée ;

e) les lycées publics, les services et les instituts offrant des formations pour adultes ;

f) les instituts de formation continue des enseignants et du personnel psycho-pédagogique de l'Education nationale ;

g) les internats publics ;

h) les instituts de formation d'autres administrations de l'Etat ou d'établissements publics sous l'autorité de l'Etat ;

i) les associations sans but lucratif et les fondations de droit privé liés par convention à l'Education nationale ;

j) les lycées publics offrant l'enseignement supérieur de type court ;

k) ~~l'enseignement universitaire et la recherche les établissements universitaires~~ ;

l) ~~l'enseignement musical les conservatoires de musique.~~

5° 4° « exploitation en régie directe » : les sites de restauration qui sont exploités par du personnel affecté à Restopolis.

~~6° 5° **exploitation en régie privée : les sites de restauration qui sont exploités par du personnel mis à disposition par un prestataire de services de restauration collective du secteur privé. « exploitation par délégation » : les sites de restauration qui sont exploités par un exploitant tiers à l'administration ;**~~

~~7°~~ 6° « infrastructures de restauration » : tous les équipements mobiliers des sites de restauration ainsi que toutes les installations des complexes cuisines, à l'exclusion des équipements des cuisines pédagogiques et des restaurants d'application ;

~~8°~~ 7° « site de restauration » : les cantines, les cafétérias, ~~et les points de vente fixes et les points de vente mobiles installés dans un établissement.~~ Un site de

restauration peut comporter une ou plusieurs cantines, une ou plusieurs cafétérias ainsi qu'un ou plusieurs points de vente. »

Il est proposé de supprimer la définition de « code des exploitations, telle que prévue au point 2° initial de l'article sous rubrique. Ladite notion ne figure plus dans le dispositif. Pour la remplacer, Restopolis, par le biais des procédures légales des marchés publics, conçoit des cahiers des charges à l'intention des exploitations par délégation.

Suite à la suppression du point 2° initial, les points suivants sont renumérotés.

Concernant le point 3° nouveau, lettre b), l'exclusion de l'Ecole d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg et du Lycée Ermesinde de la définition d'établissement était due au fait que, pour ces deux établissements d'enseignement, la restauration constitue l'objet d'apprentissage de l'un et fait partie du concept pédagogique de l'autre. Etant donné qu'il est envisageable qu'un autre établissement d'enseignement puisse en faire de même, l'exclusion implicite de ceux deux établissements est inopportune et est dès lors supprimée au point 3° nouveau, lettre b).

Le libellé du point 3° nouveau, lettres k) et l) est adapté en tenant compte des observations formulées par le Conseil d'Etat.

Au point 5° nouveau, la notion d'« exploitation en régie privée » est remplacée par celle d'« exploitation par délégation ». Le terme d'« exploitation en régie privée » n'était pas suffisamment clair dans le sens où l'exploitation des sites respectifs est assurée par un exploitant tiers à l'administration. La délégation de service public est une procédure qui permet à Restopolis de déléguer, via les procédures légales des marchés publics, la gestion d'une partie du service public de la restauration collective à un partenaire privé, qui fonctionne selon des cahiers des charges préétablis.

### Echange de vues

Mme Martine Hansen (CSV) note la suppression des exceptions accordées à l'Ecole d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg et au Lycée Ermesinde au point 3° nouveau, lettre b). L'intervenante pose la question de savoir à qui revient la décision relative à l'exploitation de la restauration collective dans un établissement de l'Education nationale. Le représentant ministériel explique que ladite décision revient au ministre ayant l'Education nationale dans ses attributions, sur base d'une demande afférente de l'établissement concerné. Etant entendu que ni l'Ecole d'hôtellerie et de tourisme du Luxembourg ni Lycée Ermesinde n'introduisent de telles demandes, la question relative à l'exploitation de la restauration collective dans les deux établissements ne se pose pas.

### Chapitre 2 – Missions et objectifs

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de remplacer l'intitulé du chapitre 2 par le libellé suivant :

« Chapitre 2 – Missions et objectifs ».

Cet amendement tient compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 31 mai 2022 à l'endroit de l'article 3 ci-dessous. En effet, selon le Conseil d'Etat, les dispositions inscrites aux articles 3 et 4 initial du présent chapitre étaient redondantes. De ce fait, des missions de Restopolis énumérées à l'article 4 initial sont rajoutés à l'article 3, résumant ainsi dans le seul article 3 les missions de Restopolis. Ce chapitre ayant donc trait aux missions et aux objectifs de Restopolis, le terme « missions » est à inclure dans l'intitulé du chapitre 2.

### Article 3

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat constate que l'article sous rubrique, d'après son intitulé, a pour objet de déterminer les objectifs à atteindre par Restopolis. Le Conseil d'Etat signale que ces considérations relèvent de l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique et n'ont pas à être rappelées dans un article. L'article sous rubrique est dès lors dépourvu de valeur normative et à omettre.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat constate que certains des points repris à l'article sous rubrique ne constituent pas des objectifs, mais des missions. Ce constat est corroboré par le fait que certains des « objectifs » y listés sont soit littéralement soit de manière indirecte repris à l'article 4 initial qui a trait aux missions de Restopolis. En effet, le point 2° de l'article sous rubrique est repris au point 1° de l'article 4 initial et les points 3°, 4° et 5° (pour ce qui concerne le volet de la prévention du gaspillage et le respect de l'environnement) sont de manière indirecte inclus dans les points 2°, 3°, 4° et 12° de l'article 4 initial. L'article 3, points 2° à 5° (pour ce qui concerne le volet de la prévention du gaspillage et le respect de l'environnement) sont dès lors à supprimer pour faire double emploi avec les points précités repris à l'article 4 initial. Quant au point 1°, celui-ci pourrait très bien être inséré à l'article 4 qui détermine les missions. Il en est de même de la partie de phrase du point 5° portant sur la mise à disposition de repas à prix abordables moyennant des tarifs subventionnés à l'intention de « convives » nécessiteux. Le point 5°, première partie, disposant ce qui suit : « l'apprentissage de partager l'espace et de respecter autrui, la transmission des valeurs associées au repas ou encore des règles de bienséance à table, » est en tout état de cause dépourvu de valeur normative.

Au vu des développements qui précèdent, le Conseil d'Etat recommande de supprimer l'article sous rubrique et d'insérer à l'article 4 les missions visées au point 1° ainsi que celles visées au point 5° pour ce qui concerne la mise à disposition de repas à prix abordables moyennant des tarifs subventionnés à l'intention de « convives » nécessiteux. Le Conseil d'Etat tient encore à signaler que l'intitulé du chapitre 2 serait alors à reformuler pour viser les « Missions » de Restopolis.

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de modifier l'article sous rubrique comme suit :

« **Art. 3.** Les ~~objectifs~~ **missions** de Restopolis sont :

~~1° l'organisation et la gestion centralisée de la restauration collective dans le contexte des établissements et des administrations de l'Education nationale ;~~

~~2° l'exploitation et la mise en place de sites de restauration dans les établissements définis au point 4° de l'article 2 ;~~

~~3° l'éducation au goût et à l'alimentation, la découverte des produits, l'apprentissage de l'équilibre alimentaire, les valeurs des aliments ;~~

~~4° la contribution à l'équilibre alimentaire nutritionnel, la prise en compte des intolérances et des allergies alimentaires ;~~

~~5° l'apprentissage de partager l'espace et de respecter autrui, la transmission des valeurs associées au repas ou encore des règles de bienséance à table, la prévention du gaspillage, le respect de l'environnement et la mise à disposition de repas à prix abordables moyennant des tarifs subventionnés à l'intention de convives nécessiteux.~~

~~1° d'organiser et d'exploiter, en régie directe ou par délégation, le service public de la restauration collective au sein d'une administration de l'Education nationale et des établissements ;~~

~~2° de définir, d'organiser et de contribuer à l'aménagement des sites de restauration au sein d'une administration de l'Education nationale et des établissements ;~~

3° de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles, au respect de l'environnement et du bien-être animal, à la protection du climat ;  
 4° de soutenir des pratiques de production durables et à faible impact environnemental, de soutenir le commerce équitable et de contribuer au changement des habitudes alimentaires en vue de réduire l'impact sur l'environnement ;  
 5° de lutter contre le gaspillage alimentaire et de mettre en œuvre un plan national de gestion écoresponsable des déchets des sites de restauration ;  
 6° de contribuer à l'éducation nutritionnelle et alimentaire équilibrée et diversifiée des utilisateurs et d'organiser des campagnes de sensibilisation liées à l'alimentation saine, équilibrée et durable ;  
 7° de soutenir le personnel enseignant, éducatif et psycho-social, dans l'éducation nutritionnelle et alimentaire saine, équilibrée, diversifiée et durable des utilisateurs, d'organiser des campagnes de sensibilisation et d'assurer la communication avec les directions des établissements et les utilisateurs pour toutes questions relatives à la nutrition ;  
 8° de permettre l'accès des utilisateurs à une alimentation saine, équilibrée, diversifiée, de qualité et durable, ainsi que l'accès quotidien à une alimentation non végétarienne, végétarienne et végétalienne, tout en garantissant une sensation de satiété et le plaisir de bien manger ;  
 9° de prendre en considération les besoins nutritionnels des utilisateurs à besoins diététiques spécifiques ;  
 10° de proposer des repas à prix abordables moyennant des tarifs subventionnés à l'intention des utilisateurs ;  
 11° d'assurer l'accueil des utilisateurs issus de milieux défavorisés et de lutter ainsi contre les inégalités sociales en nutrition ;  
 12° de concevoir les cahiers des charges pour les exploitations par délégation et de veiller à leur application ;  
 13° d'assurer la formation continue du personnel des exploitations en régie directe et des exploitations par délégation ;  
 14° d'initier et d'accompagner la planification, la réalisation, la rénovation, la maintenance et la réparation des infrastructures des sites de restauration, sans préjudice quant aux compétences d'autres organismes de droit public ou communal ;  
 15° d'offrir des prestations de restauration collective dans le cadre d'événements et de manifestations pour les besoins socio-éducatifs d'un établissement ;  
 16° de gérer des distributeurs automatiques de boissons et d'aliments exploités par ou pour le compte de Restopolis et installés dans une administration de l'Education nationale ou dans des établissements ;  
 17° de contribuer à la prévisibilité et à la planification de la production alimentaire par la diffusion d'objectifs d'achats. »

Il est proposé de reformuler l'article 3 dans son intégralité afin d'y lister les missions de Restopolis de manière claire et précise. De ce fait, les dispositions énumérées aux articles 3 et 4 ont été revues et regroupées dans un seul et même article.

De plus, il est tenu compte des observations et des recommandations formulées par des associations sans but lucratif d'un côté, défendant la nature et l'écologie, d'un autre côté, représentant les producteurs régionaux d'aliments : par le biais de ses missions fixées par la loi, Restopolis contribue de ce fait à la gestion durable des ressources naturelles, au respect de l'environnement et du bien-être animal, à la protection du climat ; l'administration soutient des pratiques de production durables, à faible impact environnemental, ainsi que le commerce équitable ; elle contribue au changement des habitudes alimentaires en vue de réduire l'impact sur l'environnement et soutient autant que possible, dans les limites de ses attributions, le

secteur de l'agriculture luxembourgeoise. Le nouveau point 17° anticipe l'article 4 nouveau ci-dessous.

#### Article 4

Par amendement gouvernemental, il est proposé d'insérer, à la suite de l'article 3, un article 4 nouveau, libellé comme suit :

**« Art. 4. (1) Restopolis élabore de façon transparente les objectifs à atteindre en matière de pratiques d'achat de produits biologiques et locaux, ci-après « objectifs d'achats ».**

**(2) Restopolis publie sur son site Internet, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, les objectifs d'achats pour l'ensemble des sites sous la forme d'un tableau de bord comprenant :**

**1° une liste des produits, ainsi que leur quantité estimée pour les trois années scolaires à venir ;**

**2° une liste des produits, ainsi que la quantité effectivement achetée au cours de l'année scolaire écoulée. ».**

Le premier paragraphe précise que Restopolis est chargée de l'élaboration d'objectifs à atteindre en matière de pratiques d'achat de produits biologiques et locaux, et ce, de manière transparente. Toujours aux fins de transparence, Restopolis est tenue de publier sur internet, sous la forme d'un tableau de bord, les objectifs d'achats précités, au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année : cette mesure vise à garantir l'information des producteurs de matières premières des besoins de Restopolis afin que ces derniers puissent anticiper et émettre des offres à l'intention de Restopolis. En effet, par ce biais, tout producteur a la possibilité de poursuivre sa production, voire d'adapter sa production afin de pouvoir faire face à une demande de produits de Restopolis. Pour cela, le tableau de bord géré par Restopolis contient une liste des produits, ainsi que leur quantité estimée pour les trois années scolaires à venir et une liste des produits, ainsi que la quantité effectivement achetée au cours de l'année scolaire écoulée.

#### Echange de vues

Mme Martine Hansen (CSV) demande des précisions au sujet des critères d'attribution de marchés publics lancés par Restopolis. La responsable du service Restopolis présente les grandes lignes de la nouvelle plateforme d'approvisionnement digitale, baptisée *Supply4Future*, dont l'objectif consiste à maximiser l'utilisation de produits bio-locaux, locaux et durables dans la restauration scolaire, tout en répondant aux exigences de la loi sur les marchés publics. L'oratrice explique qu'un marché public est lancé par Restopolis pour tout achat de produits alimentaires, par type de produit, par région et par cantine. Tous les appels d'offres sont publiés sur la plateforme précitée, et tous les producteurs et fournisseurs intéressés pourront y répondre, à condition de s'être préalablement inscrits et de respecter le cahier des charges de Restopolis ainsi que certains autres critères (renseignements sur les fournisseurs, attestation de paiement de la TVA, CCSS et des impôts).

Pour assurer un maximum d'objectivité, les offres sont évaluées de manière exclusivement électronique selon des critères d'attribution préfinis. Les critères d'attribution sont conçus de manière à favoriser l'achat de produits durables préservant l'environnement. En effet, dans le calcul menant aux attributions des commandes, les deux critères de développement durable « distance et origine d'agriculture biologique » auront plus de poids que le prix. A noter qu'il n'existe pas d'ordre de classement de ces critères qui sont appliqués simultanément lors de chaque évaluation d'offre.



De septembre 2023 à septembre 2024, la plateforme *Supply4Future* fonctionnera en phase test. Les producteurs et fournisseurs pourront envoyer leur dossier de participation par le biais d'un formulaire sur le site. Plusieurs cantines et cafétérias Restopolis pourront effectuer leurs achats à travers la plateforme afin d'en tester le bon fonctionnement.

Après la phase test, le nombre de cantines participantes sera augmenté de manière progressive. A terme, l'utilisation de *Supply4Future* deviendra obligatoire pour les cantines et cafétérias de Restopolis et l'ensemble des produits alimentaires dont le service a besoin seront commandés par le biais de la plateforme.

La responsable du service Restopolis explique que la nouvelle plateforme n'exclut pas les petits producteurs mettant à disposition des petites quantités à court terme, puisque des marchés publics sont lancés au quotidien et qu'en cas de quantité insuffisante d'un produit auprès d'un producteur ou fournisseur, la plateforme choisira automatiquement un ou plusieurs fournisseurs supplémentaires suivant les critères d'attribution.

En réponse à une question de Mme Martine Hansen (CSV), la responsable du service Restopolis précise que le critère « distance » est fixé en tenant compte de la distance entre le lieu de production ou de conditionnement et le site de restauration à l'origine de la commande.

### Chapitre 3 – Organisation et exploitation des sites de restauration

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé d'insérer les termes « et exploitation » entre ceux d'« Organisation » et ceux de « des sites de restauration ». Cette modification s'explique par le nouveau libellé de l'article 5, relatif au mode d'exploitation des sites de restauration.

#### Article 5

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique porte sur les modes d'exploitation des sites de restauration.

La phrase liminaire de l'alinéa 1<sup>er</sup> prévoit que les modes y prévus sont « complémentaires », sans qu'il soit précisé si un site de restauration peut être exploité à la fois en régie directe et en régie privée ou si les sites de restauration peuvent être exploités soit en régie directe soit en régie privée, ni d'ailleurs comment et par qui se fait le choix d'exploiter un site de restauration en régie directe ou en régie privée. Partant, il y a lieu d'y apporter des précisions.

L'alinéa 2 prévoit que « pour ces deux modes [d'exploitation] s'applique le code des exploitations ». Concernant l'application du « code des exploitations » sur les sites de restauration, le Conseil d'Etat renvoie à ses observations ainsi qu'à son opposition formelle formulées à l'égard de l'article 4, points 16° et 17° initiaux.

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de remplacer l'article sous rubrique par le libellé suivant :

**~~« Art. 5. L'organisation des sites de restauration repose sur deux modes d'exploitation qui sont complémentaires :~~**

**~~1° la régie directe ;~~**

**~~2° la régie privée, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics.~~**

**~~Pour ces deux modes s'applique le code des exploitations. »~~**

**~~(1) Les sites de restauration sont exploités soit :~~**

**~~1° en régie directe ;~~**

**~~2° par délégation.~~**

***Le ministre arrête le mode d'exploitation de chaque site de restauration.***

***(2) L'exploitation par délégation prend la forme soit :***

***1° d'un marché public, attribué conformément à et régi par la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics ;***

***2° d'une concession, attribuée conformément à et régie par la loi modifiée du 3 juillet 2018 sur l'attribution des contrats de concession ;***

***3° d'une autorisation ou d'une convention d'occupation du domaine public ;***

***4° d'une convention d'occupation du domaine privé.***

Les modifications proposées à l'article sous rubrique visent à préciser le mode d'exploitation pour les sites de restauration et en définissant de manière précise, pour les sites de restauration exploités par délégation, la forme que peut prendre cette exploitation par délégation.

Le premier paragraphe précise que les sites de restauration de Restopolis peuvent être exploités de deux façons différentes : soit par Restopolis elle-même ou bien par un exploitant tiers à l'administration. Il advient toujours au Ministre d'arrêter le mode d'exploitation de chaque site de restauration : en régie directe ou par délégation.

Dans le premier cas, le site de restauration est exploité directement par Restopolis avec du personnel propre engagé par l'Etat. Dans le second cas, l'exploitation du site de restauration est attribuée à un tiers et peut prendre plusieurs formes : soit d'un marché public, soit d'une concession, soit d'une autorisation ou d'une convention d'occupation du domaine public, soit d'une convention d'occupation du domaine privé, ces quatre formes de délégations devant toujours être conformes à la législation en vigueur concernant les marchés publics. Le code des exploitations, prévu dans la première version du texte, n'étant plus d'actualité, cette partie de phrase est également supprimée par le biais de cet amendement.

#### Article 6

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat constate que l'alinéa 2 de l'article sous rubrique prévoit que le gérant du site de restauration est désigné par le directeur de Restopolis et « opère sous sa tutelle ». Le Conseil d'Etat tient à relever que l'emploi du terme « tutelle » est inapproprié en l'espèce étant donné que celui-ci est généralement utilisé lors de la création d'un établissement public et dans le cadre des tutelles étatiques sur les communes. De toute façon les termes « qui opèrent sous sa tutelle » sont à supprimer étant donné que le directeur de Restopolis a un pouvoir hiérarchique sur ses agents.

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de modifier l'article sous rubrique comme suit :

***~~« Art. 6. Le gérant de site contrôle le respect du code des exploitations et assure le lien entre l'établissement et Restopolis.~~***

***Le directeur de Restopolis désigne parmi le personnel de Restopolis les gérants de site ~~qui opèrent sous sa tutelle. Il~~ et les affecte à un seul ou à plusieurs sites de restauration.***

***Les gérants de site représentent le directeur de Restopolis sur les sites de restauration auxquels ils sont affectés.***

***Ils sont chargés de contrôler le respect des cahiers des charges sur les sites d'exploitation par délégation auxquels ils sont affectés. »***

Il est proposé de tenir compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 31 mai 2022 et de préciser les attributions du gérant de site. La partie de phrase concernant le code des exploitations est supprimée, ainsi que les termes « opère sous sa tutelle ». En

effet, tel que soulevé par le Conseil d'Etat, l'emploi du terme « tutelle » est inapproprié en l'espèce, étant donné que celui-ci est généralement utilisé lors de la création d'un établissement public et dans le cadre des tutelles étatiques sur les communes.

Il est également précisé que le gérant de site est le représentant du directeur de Restopolis sur les sites de restauration respectifs. Le directeur de Restopolis désigne des gérants de site tant pour les sites de restauration exploités en régie directe que pour ceux sous exploitation par délégation. De plus, en ce qui concerne les sites de restauration sous exploitation par délégation, le gérant de site, hormis le fait qu'il soit la personne de contact directe sur site, est chargé d'y contrôler le respect des cahiers des charges en vigueur.

## Chapitre 4 – Tarification

### Article 7

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de libeller l'article sous rubrique comme suit :

« **Art. 8- 7.** Les tarifs des repas sont fixés ~~en tenant compte comme suit :~~

~~1° du coût de revient moyen d'un repas ;~~

~~2° du statut du client.~~

**1° pour les apprenants :**

**a) 4,70 euros pour la formule complète se composant d'une entrée, d'un plat et d'un dessert ;**

**b) 4,20 euros pour la formule partielle se composant d'une entrée et d'un plat ou d'un plat et d'un dessert ;**

**c) 3,70 euros pour un plat ;**

**d) 3,50 euros pour un snack.**

**2° pour les apprenants nécessiteux bénéficiaires d'une subvention pour ménage à faible revenu ou d'une subvention de maintien scolaire conformément à l'article 2, paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de la loi modifiée du 13 juillet 2006 portant réorganisation du Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires : 0 euro ;**

**3° pour le personnel des administrations et des établissements :**

**a) 8,70 euros pour la formule complète se composant d'une entrée, d'un plat et d'un dessert ;**

**b) 7,70 euros pour la formule partielle se composant d'une entrée et d'un plat ou d'un plat et d'un dessert ;**

**c) 6,70 euros pour un plat ;**

**d) 4,80 euros pour un snack.**

**4° pour les autres utilisateurs :**

**a) 19,00 euros pour la formule complète se composant d'une entrée, d'un plat et d'un dessert ;**

**b) 16,50 euros pour la formule partielle se composant d'une entrée et d'un plat ou d'un plat et d'un dessert ;**

**c) 14,00 euros pour un plat ;**

**d) 7,00 euros pour un snack. »**

Cette proposition d'amendement vise à fixer de manière claire et précise les tarifs des repas dans la loi, ceci afin de se conformer à l'article 99 de la Constitution.

L'article 8, tel que proposé par amendement gouvernemental du 4 mars 2022, se limitait à préciser comment les tarifs des repas étaient fixés : en tenant compte du coût de revient moyen d'un repas et du statut du client. L'article 10 tel que proposé par amendement gouvernemental du 4 mars 2022 fixait, quant à lui, les quatre statuts de clients, et l'article 11

tel qu'introduit par amendement gouvernemental du 4 mars 2022 définissait les prix des repas, sans pour autant préciser le montant exact.

Tel que soulevé par le Conseil d'Etat dans ses observations formulées à l'encontre dudit article 11, le subventionnement des repas par l'Etat relève d'une matière réservée à la loi, en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Le libellé de l'article 7 nouveau tient compte de ces considérations et précise en outre les tarifs des repas, en y incluant directement le statut du client. Notons que les tarifs des repas visent encore et toujours quatre statuts de clients différents, à savoir : les apprenants, les apprenants nécessiteux, le personnel des administrations et des établissements et les autres utilisateurs. Les tarifs des repas fixés sont ceux en vigueur au moment de la rédaction des amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023. Force est de constater que le tarif de la formule complète pour le personnel correspond plus ou moins à un vingtième de l'allocation de repas des fonctionnaires de l'Etat. Les prix fixés pour les visiteurs sont à un niveau qui permet d'éviter toute sorte de concurrence déloyale.

Il découle de cet amendement que toute modification de prix, voire tout changement de subventionnement, ne pourrait se faire que moyennant une loi.

## Chapitre 5 – Sécurité, santé au travail et sécurité alimentaire

### Article 8

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 31 mai 2022.

### Article 9

Cet article ne donne pas lieu à observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 31 mai 2022.

### Article 10

Cet article n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'Etat dans son avis du 31 mai 2022.

### Article 11

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat note que l'article sous rubrique prévoit la création d'un comité d'accompagnement dont les missions sont de conseiller Restopolis dans les domaines de la promotion d'une alimentation équilibrée et diversifiée, de l'approvisionnement renforcé en produits locaux, biologiques et de saison et de la réduction du gaspillage alimentaire et dont les membres sont composés de représentants de différents ministères.

Il convient de noter que la création d'un comité interministériel, telle qu'elle est prévue à l'article sous rubrique, est contraire à l'article 76 de la Constitution de sorte que le Conseil d'Etat doit s'y opposer formellement. Aux termes de l'article 76 de la Constitution, il revient en effet au Grand-Duc de régler l'organisation de son Gouvernement. En application de cette disposition et de l'interprétation qui en est faite, l'institution d'un tel comité d'accompagnement ne saurait relever du domaine de la loi.

Du point de vue de la légistique formelle, il faut écrire, à l'alinéa 2, point 2°, « un représentant du ministre ayant l'Agriculture dans ses attributions ».

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de modifier l'article sous rubrique comme suit :

« **Art. 16. 11. (1)** Il est institué à **Restopolis** un comité d'accompagnement, afin de **la** conseiller **Restopolis** dans les domaines de :

- 1° la promotion d'une alimentation équilibrée et diversifiée,
- 2° l'approvisionnement renforcé en produits locaux, **équitable, à faible impact environnemental**, biologiques et de saison,
- 3° la réduction du gaspillage alimentaire.

**Le comité d'accompagnement adresse au ministre un rapport biennal concernant les activités de Restopolis dans ces trois domaines.**

(2) Le comité d'accompagnement comprend :

- 1° **un représentant de la représentation nationale des parents d'élèves ;**
- 2° **deux représentants de la Conférence nationale des élèves ;**
- 3° **un représentant du Collège des directeurs de l'enseignement fondamental ;**
- 4° **un représentant du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire ;**
- 5° **un représentant du Collège des directeurs des Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée ;**
- 6° **un représentant du ministre ;**
- 7° **un représentant du ministère ayant l'Agriculture dans ses attributions ;**
- 8° **un représentant du ministre ayant la Protection des consommateurs dans ses attributions ;**
- 9° **un représentant du ministre ayant la Santé dans ses attributions ;**
- 10° **un représentant du ministre ayant le Développement durable dans ses attributions.**

**Le comité d'accompagnement peut inviter un expert œuvrant dans les domaines de la restauration collective ou du développement durable, s'il le juge nécessaire.**

**Les membres sont nommés par le ministre pour un mandat renouvelable de trois ans. Pour chaque membre effectif, il est nommé un membre suppléant.**

(3) **Le président du comité d'accompagnement est désigné par le ministre parmi ses membres.**

**Le comité d'accompagnement se réunit au moins deux fois par année scolaire et à la demande d'un de ses membres ou du directeur de Restopolis soit à l'initiative de son président, soit à la demande écrite d'au moins trois membres. Il y a au moins deux réunions par année scolaire.**

**Le directeur de Restopolis participe aux réunions du comité d'accompagnement. Sauf en cas d'urgence, les convocations accompagnées de l'ordre du jour doivent être envoyées aux membres au moins quinze jours avant la date de la réunion. Cet envoi peut se faire par courriel.**

**L'ordre du jour est proposé par le président. Tout point proposé par un membre par écrit au président au moins huit jours avant la réunion est mis à l'ordre du jour.**

**Le président dirige les réunions du comité d'accompagnement. S'il doit s'absenter, il désigne son délégué.**

(4) **Les membres et les experts invités ne faisant pas partie du secteur public perçoivent un jeton de présence de 60.- euros par réunion. L'expert exerçant à l'étranger perçoit un jeton de présence de 200.- euros par réunion et le remboursement de ses frais de route. »**

Il est proposé de créer un comité d'accompagnement institué auprès Restopolis qui conseille l'administration dans les domaines énumérés au paragraphe 1<sup>er</sup>, points 1° à 3°. Pour les trois domaines en question, un rapport biennal concernant les activités de Restopolis est adressé au Ministre par le comité d'accompagnement – ce dernier ayant un rôle purement de conseil.

Il est également proposé de revoir la composition du comité d'accompagnement en y ajoutant, entre bien d'autres, notamment dans un esprit participatif, un représentant de la représentation nationale des parents d'élèves, deux représentants de la Conférence nationale des élèves et des représentants des différents Collèges des directeurs. Le but est de réunir des acteurs clés de la restauration collective, afin de promouvoir et de faire évoluer cette dernière au profit des utilisateurs et de la collectivité dans sa globalité.

La procédure et la manière dont fonctionne le comité d'accompagnement sont également précisées dans la loi, aux fins de cohérence et de transparence.

De plus, il convient de relever que, tel que prévu au paragraphe 4 nouveau, seuls les membres et les experts invités ne faisant pas partie du secteur public perçoivent un jeton de présence de 60 euros par réunion et l'expert exerçant à l'étranger perçoit un jeton de présence de 200 euros par réunion et le remboursement de ses frais de route. Les membres faisant partie du secteur public sont alors exclus et ne perçoivent pas de jetons de présence.

## Chapitre 6 – Direction et personnel

### Article 12

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat tient à relever qu'il convient d'insérer les fonctions de directeur et de directeur adjoint, créées par la loi en projet, à l'annexe A de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'Etat qui porte sur la classification des fonctions. Partant, il convient d'introduire une disposition modificative dans la loi en projet prévoyant une modification de la loi précitée du 25 mars 2015 en ce sens.

## Chapitre 7 – Dispositions modificatives, transitoire et finale

### Article 13

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat constate que l'article sous rubrique vise à modifier les articles 1*bis*, 23, 31 et 32 de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées.

En ce qui concerne le point 1°, le Conseil d'Etat se demande si le remplacement des termes « Les repas pris au restaurant scolaire sont payants » s'impose. En effet, le constat que les « repas pris au restaurant scolaire sont payants » reste valable de sorte que la suppression de cette phrase ne se révèle pas utile. S'ajoute à cela que le paragraphe 3, alinéa 2, se réfère aux contributions à payer par les élèves<sup>1</sup>. Ainsi, les termes que le point 1° entend insérer à l'alinéa 2, à savoir « La restauration scolaire est exploitée par et sous la régie de Restopolis », n'ont aucun lien avec les dispositions y prévues. Finalement, en prévoyant au point 3° d'insérer à l'article 31 de la loi précitée du 25 juin 2004 le libellé suivant « Tout lycée doit avoir accès à une structure de restauration scolaire. Celle-ci est exploitée en exclusivité par Restopolis »,

---

<sup>1</sup> L'article 1*bis*, paragraphe 3, alinéa 2, de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées est libellé comme suit : « Les repas pris au restaurant scolaire sont payants. Les heures d'encadrement qu'un lycée organise en dehors de l'enseignement sont payantes. Le montant de ces contributions est fixé par règlement grand-ducal. »

l'article 1bis, paragraphe 3, alinéa 2, dans sa teneur proposée, fait double emploi avec l'article 31, deuxième phrase.

Quant au point 2°, qui vise à compléter l'article 23 de la loi précitée du 25 juin 2004 par les termes « et un représentant de Restopolis », il convient de noter que le libellé de l'article 23 dans sa teneur actuellement en vigueur diffère du libellé du texte renseigné au texte coordonné joint au projet de loi sous rubrique. En effet, d'après le texte coordonné joint au projet de loi sous rubrique, l'article 23 viserait le comité de sécurité et le délégué à la sécurité. Or, l'article 23 de la loi précitée du 25 juin 2004 dans sa teneur actuellement en vigueur porte sur la gestion des salles spéciales, des laboratoires et des ateliers. Ainsi, et dans la mesure où aucun autre texte de la loi précitée du 25 juin 2004 ne porte sur la composition dudit comité, il convient de supprimer le point 2°.

Par amendement gouvernemental introduit le 24 avril 2023, il est proposé de modifier l'article sous rubrique comme suit :

« ~~Art. 18. 13.~~ La loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées est modifiée comme suit :

1° ~~A l'article L'article 1bis~~, paragraphe 3, alinéa 2, ~~les termes « Les repas pris au restaurant scolaire sont payants. » sont remplacés par ceux de~~ est complété par les termes « La restauration scolaire est exploitée par et sous la régie de Restopolis. »

~~2° L'article 23, paragraphe 1<sup>er</sup> est complété comme suit :~~

~~« ...et un représentant de Restopolis. »~~

~~3° L'article 31 est remplacé par le libellé suivant :~~

~~« Art. 31. La restauration scolaire~~

~~Tout lycée doit avoir accès à une structure de restauration scolaire. Celle-ci est exploitée en exclusivité par Restopolis. »~~

4° 2° L'article 32 est complété par l'alinéa suivant :

« La restauration de l'internat est assurée par Restopolis. » »

Les modifications apportées au point 1° tiennent compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans son avis du 31 mai 2022 à l'endroit dudit point. Le remplacement de la phrase « Les repas pris au restaurant scolaire sont payants. » n'est en effet pas opportun, eu égard au fait que les repas pris au restaurant scolaire restent tout de même et encore payants. De ce fait, il est proposé de compléter l'article 1bis, paragraphe 3, alinéa 2, par les termes « La restauration scolaire est exploitée par et sous la régie de Restopolis. ».

Il est également proposé de supprimer le point 2° initial, visant à compléter l'article 23 de la loi modifiée du 25 juin 2004 précitée par les termes « et un représentant de Restopolis ». Il convient de noter que le libellé de l'article 23, dans sa teneur actuellement en vigueur, diffère du libellé du texte renseigné au texte coordonné joint au projet de loi sous rubrique et est de ce fait supprimé. Il en va de même pour le point 3°, qui, dans sa teneur proposée, fait double emploi avec l'article 31, deuxième phrase.

Suite à la suppression des points 2° et 3° initiaux, le point 4° initial devient le point 2° nouveau.

#### Article 14

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat signale que, du point de vue de la légistique formelle, le texte à insérer n'est pas à faire figurer en caractères italiques.

Les amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 tiennent compte de cette observation.

#### Article 15

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat recommande, du point de vue de la légistique formelle, d'écrire le terme « Service » avec une lettre initiale minuscule.

Les amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 adoptent cette observation.

#### Article 16

Dans son avis du 31 mai 2022, le Conseil d'Etat recommande, du point de vue de la légistique formelle, de reformuler l'article sous rubrique comme suit :

« **Art. 21.** La référence à la présente loi se fait sous la forme suivante : « loi du [...] portant création de Restopolis ».

Les amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 tiennent compte de cette observation, tout en adaptant la numérotation de l'article sous rubrique.

#### Echange de vues

Mme Djuna Bernard (« déi gréng ») salue au nom de son groupe parlementaire la teneur des amendements gouvernementaux introduits le 24 avril 2023 qui constituent un pas important sur la voie du développement durable et une avancée majeure pour la production d'aliments biologiques et locaux.

### **3. Divers**

Aucun point divers n'est abordé.

Luxembourg, le 16 mai 2023

<b>Procès-verbal approuvé et certifié exact</b>
---